

<https://www.pressegauche.org/Les-locataires-de-Parc-Extension-signalent-une-montee-alarmante-des-evictions>



Les locataires de Parc-Extension signalent une montée alarmante des évictions et exigent des mesures immédiates



Date de mise en ligne : mardi 20 avril 2021

- Politique québécoise - Municipalités et régions -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Alors que la crise du logement s'aggrave à Parc-Extension et dans plusieurs autres quartiers de Montréal, le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) signale une montée alarmante des évictions. Selon le CAPE, les appels et les requêtes concernant des avis d'éviction et de reprise de logement ont doublé par rapport à l'année dernière.

« Nous recevons beaucoup plus de demandes de soutien pour des évictions qu'auparavant. La crise du logement s'intensifie dans le quartier, et ce sont les locataires les plus vulnérables qui en subissent le plus durement les conséquences », insiste Celia Dehouche, organisatrice communautaire au CAPE.

Depuis août 2020, il y a eu un total de soixante et onze cas où des locataires ont contacté le CAPE, car ils ou elles faisaient face à une éviction potentielle. Parmi ces cas, vingt-deux étaient pour une reprise de logement, quatre pour une éviction à des fins d'agrandissement, de subdivision ou de changement d'affectation et vingt pour des rénovations majeures, tandis que les vingt-cinq autres ménages faisaient face à des pressions de la part de leur propriétaire pour les forcer à quitter leur logement (harcèlement, envoi d'avis de non-renouvellement de bail, etc.).

Dans certains cas, les propriétaires tentent de vider des immeubles entiers pour chasser les locataires de longue date, considérés comme « non-rentables », afin d'augmenter les loyers.

La situation est d'autant plus préoccupante compte tenu du fait que la crise du logement atteint à présent les quartiers excentrés de la ville. « Par le passé, les locataires ont pu se reloger dans d'autres quartiers de la ville. Maintenant, nous voyons des reprises de logement à Montréal-Nord, des rénovictions à Cartierville et des efforts pour vider des immeubles entiers à Saint-Léonard. Où les locataires sont-ils censés aller ? », affirme Amy Darwish, coordonnatrice au CAPE.

« Nous ne pouvons pas compter sur les propriétaires et les promoteurs immobiliers privés pour résoudre la crise actuelle du logement, il nous faut des mesures immédiates et les locataires vont lutter pour les obtenir ! », a déclaré Celia Dehouche. « Plusieurs mesures peuvent être prises pour freiner la hausse des loyers et des évictions, par exemple des restrictions sur l'octroi de permis de rénovation qui peuvent mener à des évictions et un contrôle obligatoire des loyers. La construction de logements sociaux et communautaires est une autre mesure centrale pour défendre le droit des locataires à faible revenu à un logement décent et abordable. »

Les locataires de Parc-Extension se mobiliseront au cours des prochaines semaines pour lutter contre les évictions et exiger que des mesures soient prises immédiatement afin de protéger les locataires et de contrer la flambée des loyers, tant à Parc-Extension que dans les autres quartiers de la ville. Une manifestation du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) se tiendra le 24 avril dans Parc-Extension afin de réclamer que le gouvernement Legault instaure un contrôle obligatoire des loyers, appuyé par un registre des loyers.

Des locataires affecté-e-s par les évictions sont disponibles pour témoigner de leurs expériences.